



# PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne-Franche-Comté

N° chrono : UD/PR/BB/CN 2020 - 0730D

Date de signature :

**INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION du 21 juillet 2020**  
**Société JOHN DEERE**

N° S3IC : 0059.01066				Commune(s): Arc-lès-Gray		
Visite:					Régime:	
Priorité		<b>Attributs S3IC n°1 :</b> <b>Attributs S3IC n°2 :</b> <b>Attributs S3IC n°3 :</b> <b>Attributs S3IC n°4 :</b>				
<b>Liste des installations inspectées:</b> Ateliers tôlerie, soudure, peinture (à l'arrêt pour travaux et maintenance le jour de l'inspection), cabine de retouche peinture, zone de stockage fuel et huile, stockage peinture liquides, zone d'entreposage des déchets, magasin, extérieurs JD1.						
<b>Référentiel de l'inspection:</b>  Arrêté préfectoral du 26 juillet 2013 (AP) Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés (AM_FF)						
<b>Personne(s) rencontrée(s):</b>  Responsable Transformation usine Responsable Service Sécurité Environnement Responsable Travaux neufs et maintenance Coordinatrice Environnement						

DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
Unité départementale Haute-Saône - Centre et Sud Doubs - Site de  
Vesoul  
Préfecture de Haute-Saône - 1 rue de la Préfecture - 70 000 VESOUL

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

### **Synthèse:**

L'établissement JOHN DERRE à Arc-lès-Gray est spécialisé dans la fabrication de matériels agricoles (principalement presses à balles rondes et chargeurs frontaux).

L'inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle a permis de constater un niveau satisfaisant concernant l'exploitation des installations.

Concernant la prévention de la pollution atmosphérique, les contrôles sur les rejets sont réalisés selon la périodicité requise et les résultats des dernières mesures sont inférieures aux valeurs limites d'émission.

Vis-à-vis de la prévention des risques industriels, l'établissement est équipé de dispositifs de protection adaptés. Un complément d'information est attendu concernant une modification de la cabine de retouche peinture.

Lors de cette inspection, 3 demandes de compléments et 4 observations ont été relevées.

### **Propositions de suites**

- Constats à traiter par courrier ;

## ANNEXE 1 : FICHE DE CONSTATS

Personnes rencontrées / fonctions : Responsable Transformation usine  
 Responsable Service Sécurité Environnement  
 Responsable Travaux neufs et maintenance  
 Coordinatrice Environnement

Équipe d'inspection : Inspecteur de l'Environnement – DREAL BFC / SPR / DRC  
 Inspecteur de l'Environnement en cours d'habilitation – DREAL BFC / UD 70/25

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
<b>SITUATION ADMINISTRATIVE</b>			
1.2.1. (AP)	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	<b>Demande de compléments</b>	<p>L'exploitant a transmis le tableau des rubriques avec le classement ICPE associé. Les rubriques indiquées correspondent à celles figurant dans l'AP.  <b>Par contre, le tableau transmis ne présente pas les niveaux d'activité associés à chaque rubrique.</b></p> <p><b><u>Demande de compléments n°1 :</u></b> l'exploitant transmettra les niveaux d'activité associés à chaque rubrique ICPE applicable à son établissement.</p> <p>A noter pour la rubrique 1185-2 (utilisation de gaz à effet de serre fluorés) que l'établissement est a priori en dessous du seuil de 300 kg de la rubrique, suite au remplacement de son groupe froid contenant 300 kg de fluide par 2 groupes contenant chacun 28 kg.</p>
1.6.1. (AP)	Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.	<b>Observation</b>	<p><b>L'inspection a permis d'identifier que l'exploitant avait effectué plusieurs modifications de ses installations, et notamment les suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Déplacement de la soute à peinture solvant dans un bungalow indépendant</b></li> <li>• <b>Modification du système d'extinction de la cabine de retouche peinture.</b></li> <li>• <b>Modification des conditions d'exploitation du magasin.</b></li> </ul> <p><b><u>Observation n°1 :</u></b> l'exploitant transmettra un porter à connaissance concernant les modifications de ses installations.</p>
<b>PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE</b>			

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire																																			
9.2.3.1. (AP)	<p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;</li><li>l'exploitant effectue une surveillance de ses émissions comprenant les mesures et analyses définies ci-dessous. Elle est réalisée sous sa responsabilité et à sa charge.</li></ul> <table><thead><tr><th>Installations / conduits</th><th>Paramètres</th><th>Fréquence</th></tr></thead><tbody><tr><td>Robots et postes de soudure : Les mesures seront réalisées seulement sur deux installations représentatives, soit : – une installation de soudure manuelle, – une installation de soudure automatique.</td><td>Poussières</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td rowspan="2">Installation de peinture solvantée : Conduits EM83, EM95, et EM86</td><td>COV</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td rowspan="2">Installation de traitement de surface : Conduits EM70, EM72, EM77, EM78</td><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td rowspan="3">Fours de séchage et de cuisson : Conduits EM83, P3 à P12, P14</td><td>Teneur en O2 de référence</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>Oxyde d'azote (en équivalent NO2)</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>Oxyde de soufre (en équivalent SO2)</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>Installation de peinture poudre : Conduit EM115</td><td>Poussières</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td rowspan="4">Chaudière</td><td>Teneur en O2 de référence</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>Oxyde d'azote (en équivalent NO2)</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>Oxyde de soufre (en équivalent SO2)</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>Tous les 3 ans</td></tr></tbody></table> <p>Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués par un organisme agréé selon les normes en vigueur ou, à défaut, selon les méthodes de référence reconnues.</p>	Installations / conduits	Paramètres	Fréquence	Robots et postes de soudure : Les mesures seront réalisées seulement sur deux installations représentatives, soit : – une installation de soudure manuelle, – une installation de soudure automatique.	Poussières	Tous les 3 ans	Installation de peinture solvantée : Conduits EM83, EM95, et EM86	COV	Tous les 3 ans	Poussières	Tous les 3 ans	Installation de traitement de surface : Conduits EM70, EM72, EM77, EM78	Acidité totale exprimée en H	Annuelle	Alcalins, exprimés en OH	Annuelle	Fours de séchage et de cuisson : Conduits EM83, P3 à P12, P14	Teneur en O2 de référence	Tous les 3 ans	Oxyde d'azote (en équivalent NO2)	Tous les 3 ans	Oxyde de soufre (en équivalent SO2)	Tous les 3 ans	Installation de peinture poudre : Conduit EM115	Poussières	Tous les 3 ans	Chaudière	Teneur en O2 de référence	Tous les 3 ans	Oxyde d'azote (en équivalent NO2)	Tous les 3 ans	Oxyde de soufre (en équivalent SO2)	Tous les 3 ans	Poussières	Tous les 3 ans	<b>Absence d'observation</b>	<p>L'exploitant a transmis le rapport des mesures effectuées du 19 au 21 novembre 2019 sur ses rejets atmosphériques.</p> <p>Les points de rejets contrôlés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>EM70, EM72, EM77, EM78 (H+/OH-)</li><li>EM83 (poussières, COV)</li><li>EM115 (poussières)</li><li>P3, P4, P5, P9, P10, P11 (O2, NOx, SO2)</li></ul> <p>Les autres points de rejets ont été contrôlés en 2017 ou 2018.</p> <p>Les paramètres oxydes d'azote et oxydes de soufre sur l'émissaire EM83 ont été contrôlés en 2018</p>
Installations / conduits	Paramètres	Fréquence																																				
Robots et postes de soudure : Les mesures seront réalisées seulement sur deux installations représentatives, soit : – une installation de soudure manuelle, – une installation de soudure automatique.	Poussières	Tous les 3 ans																																				
Installation de peinture solvantée : Conduits EM83, EM95, et EM86	COV	Tous les 3 ans																																				
	Poussières	Tous les 3 ans																																				
Installation de traitement de surface : Conduits EM70, EM72, EM77, EM78	Acidité totale exprimée en H	Annuelle																																				
	Alcalins, exprimés en OH	Annuelle																																				
Fours de séchage et de cuisson : Conduits EM83, P3 à P12, P14	Teneur en O2 de référence	Tous les 3 ans																																				
	Oxyde d'azote (en équivalent NO2)	Tous les 3 ans																																				
	Oxyde de soufre (en équivalent SO2)	Tous les 3 ans																																				
Installation de peinture poudre : Conduit EM115	Poussières	Tous les 3 ans																																				
Chaudière	Teneur en O2 de référence	Tous les 3 ans																																				
	Oxyde d'azote (en équivalent NO2)	Tous les 3 ans																																				
	Oxyde de soufre (en équivalent SO2)	Tous les 3 ans																																				
	Poussières	Tous les 3 ans																																				
3.2.3.1. (AP)	<p>Les rejets des installations d'application de peinture solvantée et de séchage doivent respecter les valeurs suivantes en flux et en concentration :</p> <table><thead><tr><th rowspan="2"></th><th colspan="2">Conduits EM83, EM85 et EM86</th></tr><tr><th>Valeur limite d'émission</th><th>Flux</th></tr></thead><tbody><tr><td>COV</td><td>110 mg/Nm³</td><td>2 kg/h</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>100 mg/Nm³</td><td>1 kg/h</td></tr></tbody></table> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		Conduits EM83, EM85 et EM86		Valeur limite d'émission	Flux	COV	110 mg/Nm³	2 kg/h	Poussières	100 mg/Nm³	1 kg/h	<b>Absence d'observation</b>	<p>Les concentrations et flux mesurés en novembre 2019 pour les COV et poussières de l'émissaire EM83 sont inférieurs aux VLE.</p>																								
	Conduits EM83, EM85 et EM86																																					
	Valeur limite d'émission	Flux																																				
COV	110 mg/Nm³	2 kg/h																																				
Poussières	100 mg/Nm³	1 kg/h																																				

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire														
3.2.3.2. (AP)	<div><table><tr><td>Acidités, totales, exprimées en H<sup>+</sup></td><td>Valeurs limites</td></tr><tr><td>Alcalinités, exprimées en OH<sup>-</sup></td><td></td></tr></table><p>Les systèmes séparatifs de captage d'empêcher leur mélange.</p></div>	Acidités, totales, exprimées en H <sup>+</sup>	Valeurs limites	Alcalinités, exprimées en OH <sup>-</sup>		Absence d'observation	Les concentrations mesurées en novembre 2019 pour les paramètres H <sup>+</sup> et OH <sup>-</sup> des 4 rejets sont inférieures aux VLE.										
Acidités, totales, exprimées en H <sup>+</sup>	Valeurs limites																
Alcalinités, exprimées en OH <sup>-</sup>																	
3.2.3.3. (AP)	<p>Dans les fours de séchage et de cuisson, les valeurs limites d'émission, en NOx et SO2 figurant dans le tableau ci-dessous s'appliquent.</p> <table><tr><td rowspan="2"></td><td rowspan="2">Teneur en O2 de référence</td><td colspan="2">Conduits EM83 et P3 à P12, P14</td></tr><tr><td colspan="2">Valeurs limites d'émission</td></tr><tr><td></td><td></td><td>Oxyde d'azote (en équivalent NO2)</td><td>Oxyde de soufre (en équivalent SO2)</td></tr><tr><td>Combustible gazeux</td><td>3 %</td><td>400 mg/Nm³</td><td>35 mg/Nm³</td></tr></table>		Teneur en O2 de référence	Conduits EM83 et P3 à P12, P14		Valeurs limites d'émission				Oxyde d'azote (en équivalent NO2)	Oxyde de soufre (en équivalent SO2)	Combustible gazeux	3 %	400 mg/Nm³	35 mg/Nm³	Absence d'observation	Les concentrations mesurées en novembre 2019 pour les paramètres NOx et SO2 des émissaires P3, P4, P5, P9, P10, P11 sont inférieures aux VLE.
	Teneur en O2 de référence			Conduits EM83 et P3 à P12, P14													
		Valeurs limites d'émission															
		Oxyde d'azote (en équivalent NO2)	Oxyde de soufre (en équivalent SO2)														
Combustible gazeux	3 %	400 mg/Nm³	35 mg/Nm³														
3.2.3.4. (AP)	<p>Les rejets à l'extérieur issus des installations doivent respecter les valeurs suivantes :</p> <table><tr><td rowspan="3">Poussières</td><td colspan="2">Conduit EM115</td></tr><tr><td>Si le flux est</td><td>Concentration</td></tr><tr><td>Inférieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/Nm³</td></tr><tr><td></td><td>Supérieur à 1 kg/h</td><td>40 mg/Nm³</td></tr></table>	Poussières	Conduit EM115		Si le flux est	Concentration	Inférieur à 1 kg/h	100 mg/Nm³		Supérieur à 1 kg/h	40 mg/Nm³	Absence d'observation	Le flux mesuré en novembre 2018 est inférieur à 1 kg/h. La concentration mesurée en poussières est inférieure à la VLE.				
Poussières	Conduit EM115																
	Si le flux est		Concentration														
	Inférieur à 1 kg/h	100 mg/Nm³															
	Supérieur à 1 kg/h	40 mg/Nm³															
9.2.3.2. (AP)	<p>L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :</p> <table><tr><td>Paramètre</td><td>Types de mesures ou d'estimation</td><td>Fréquence</td></tr><tr><td>COVNM</td><td>Plan de gestion de solvant</td><td>Annuelle</td></tr></table>	Paramètre	Types de mesures ou d'estimation	Fréquence	COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle	Absence d'observation	L'exploitant a transmis le PGS pour l'année 2019. La consommation de solvants est de 1,8 t et les émissions totales de 0,16 t. La majorité des solvants utilisés se retrouvent dans les déchets (boues de peinture).								
Paramètre	Types de mesures ou d'estimation	Fréquence															
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle															
FLUIDES FRIGORIGÈNES																	
1 (AM_FF)	<p>Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014 :</p> <p>-soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article</p>	Absence d'observation	<p>L'exploitant a transmis le tableau de suivi des contrôles d'étanchéité des appareils utilisant des fluides frigorigènes.</p> <p>21 appareils sont soumis. 19 avec une périodicité annuelle et 2 avec périodicité semestrielle.</p> <p>Les périodicités de contrôle sont respectées.</p> <p>A noter que l'exploitant a indiqué qu'il comptait remplacer 2 groupes TRANE</p>														

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire																											
	2 du présent arrêté ;  -soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté.																													
4 (AM_FF)	<p>La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>CATÉGORIE DE FLUIDE</th><th>CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT</th><th>PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de dispositif de détection de fuites (*)</th><th>PÉRIODE DES CONTRÔLES si un dispositif de détection de fuites (*) est installé</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="3">HCFC</td><td>2 kg ? charge &lt; 30 kg</td><td></td><td>12 mois</td></tr> <tr> <td>30 kg ? charge &lt; 300 kg</td><td></td><td>6 mois</td></tr> <tr> <td>300 kg ? charge</td><td></td><td>3 mois</td></tr> <tr> <td rowspan="4">HFC, PFC</td><td>5 t.éq.CO<sub>2</sub> ? charge &lt; 500 t.éq.CO<sub>2</sub></td><td>12 mois</td><td>24 mois</td></tr> <tr> <td>50 t.éq.CO<sub>2</sub> ? charge &lt; 5000 t.éq.CO<sub>2</sub></td><td>6 mois</td><td>12 mois</td></tr> <tr> <td>500 t.éq.CO<sub>2</sub> ? charge</td><td>3 mois</td><td>6 mois</td></tr> <tr> <td colspan="3">(*) Dispositif de détection de fuites respectant les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté.</td></tr> </tbody> </table>	CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de dispositif de détection de fuites (*)	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un dispositif de détection de fuites (*) est installé	HCFC	2 kg ? charge < 30 kg		12 mois	30 kg ? charge < 300 kg		6 mois	300 kg ? charge		3 mois	HFC, PFC	5 t.éq.CO <sub>2</sub> ? charge < 500 t.éq.CO <sub>2</sub>	12 mois	24 mois	50 t.éq.CO <sub>2</sub> ? charge < 5000 t.éq.CO <sub>2</sub>	6 mois	12 mois	500 t.éq.CO <sub>2</sub> ? charge	3 mois	6 mois	(*) Dispositif de détection de fuites respectant les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté.				(actuellement en location) par une climatisation réversible avec récupération de chaleur. Cet appareil utiliserait un fluide de type HFO (Hydro fluoro oléfine) qui présente un pouvoir de réchauffement global beaucoup plus faible que les HFC actuellement utilisés.
CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de dispositif de détection de fuites (*)	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un dispositif de détection de fuites (*) est installé																											
HCFC	2 kg ? charge < 30 kg		12 mois																											
	30 kg ? charge < 300 kg		6 mois																											
	300 kg ? charge		3 mois																											
HFC, PFC	5 t.éq.CO <sub>2</sub> ? charge < 500 t.éq.CO <sub>2</sub>	12 mois	24 mois																											
	50 t.éq.CO <sub>2</sub> ? charge < 5000 t.éq.CO <sub>2</sub>	6 mois	12 mois																											
	500 t.éq.CO <sub>2</sub> ? charge	3 mois	6 mois																											
	(*) Dispositif de détection de fuites respectant les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté.																													
R.543-82 (CE)	<p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206.</p>	<b>Absence d'observation</b>	<p>Les fiches d'intervention pour les contrôles d'étanchéité effectués le 15/07/2020 sur les 2 groupes froids de marque TRANE et contenant chacun 28 kg de R410A ont été contrôlées.</p> <p>Les fiches sont conformes à la réglementation. L'intervenant est bien opérateur attesté et dispose d'un numéro d'attestation valable. Le contrôle conclut à l'absence de fuite.</p>																											

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
5 (AM_FF)	<p>L'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les résultats du contrôle d'étanchéité.</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) l'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er du présent arrêté consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les réparations effectuées ou à effectuer. Cette fiche indique en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée. L'opérateur appose un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation.</p>		
11 (AM_FF)	<p>La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (2) comme fiche d'intervention.</p>		
6 (AM_FF)	<p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>	<b>Absence d'observation</b>	La présence des marques de contrôle d'étanchéité des 2 groupes TRANE contenant 28 kg de R410A a été constatée lors de la visite des installations.

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire						
PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES									
4.1.1. (AP)	<p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle</th><th>Consommation journalière maximale</th></tr><tr><td>Réseau public de la commune d'Arc-les-Grays</td><td>19 000 m³</td><td>110 m³</td></tr></table>	Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Consommation journalière maximale	Réseau public de la commune d'Arc-les-Grays	19 000 m³	110 m³	Observation	<p>L'exploitant a déclaré une consommation d'eau de 13 971 m³ en 2019 dans l'application GEREPE, inférieure à la consommation annuelle maximale autorisée.</p> <p>Toutefois, la consommation d'eau en 2019 présente une augmentation de 22 % par rapport à la consommation en 2018 (11 400 m³). L'exploitant a indiqué que cela était dû à une augmentation de l'activité. L'exploitant a présenté à l'appui de cette explication un suivi de la consommation spécifique d'eau par tonnage produit (moyenne sur 12 mois glissants). Celle-ci est en diminution entre janvier 2018 et juillet 2020.</p> <p><b>Observation n°2 :</b> l'exploitant transmettra à l'inspection les données présentées en séance sur le suivi de la consommation spécifique d'eau par tonnage produit, entre 2015 et 2019.</p>
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Consommation journalière maximale							
Réseau public de la commune d'Arc-les-Grays	19 000 m³	110 m³							
4.1.3. (AP)	<p>Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique » la plus faible possible.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les eaux de rinçage ;</li><li>– les vidanges de cuves de rinçage ;</li><li>– les états, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;</li><li>– les vidanges des cuves de traitement ;</li><li>– les eaux de lavage des sols ;</li><li>– les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.</li></ul> <p>Ne sont pas prises en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les eaux de refroidissement,</li><li>– les eaux pluviales,</li><li>– les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.</li></ul> <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de médias utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé.</p> <p>La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> <p>Il y a fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>La consommation spécifique d'eau ne doit pas dépasser 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>	Observation	<p>L'exploitant a transmis sa consommation spécifique pour les années 2017 à 2020.</p> <p>Le document indique qu'une période du 1/11 au 30/06 est prise en compte, période représentative de la production.</p> <p>Les résultats pour l'année 2019 sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Ligne Petit Gabarit Dégraissage : 8,12 l/m²</b></li><li>• Ligne Petit Gabarit Phosphatation : 5,13 l/m²</li><li>• Ligne Gros Gabarit : 4,2 l/m²</li></ul> <p>Pour la ligne Petit Gabarit Dégraissage, la consommation spécifique était de 7,86 l/m² en 2017, 6,94 l/m² en 2018 et est de 7,98 l/m² en 2020.</p> <p>L'exploitant a présenté son fichier de calcul. Celui-ci n'appelle pas de remarques.</p> <p><b>Observation n°3 :</b> la consommation spécifique de la ligne Petit Gabarit Dégraissage est en léger dépassement en 2019 et redevenue conforme en 2020. L'exploitant doit être vigilant quant au suivi et au respect de la consommation spécifique sur cette ligne.</p>						



Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
4.3.1.2. (AP)	<p>Les eaux industrielles constituées par les bains de rinçages et des bains actifs sont traitées en interne par un évaporateur avant réutilisation. Elles circulent en circuit fermé dans les installations.</p> <p>Les eaux de vidange périodique des bains et les condensats issus de l'évaporateur sont éliminés à l'extérieur par un prestataire agréé.</p>	<b>Absence d'observation</b>	La présence de l'évaporateur a été constatée lors de la visite des locaux.
<b>DÉCHETS</b>			
5.1.3. (AP)	<p>Les déchets et résidus produits entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.</p>	<b>Observation</b>	<p>La zone d'entreposage des déchets de l'établissement a été vue lors de la visite des locaux.</p> <p>L'entreposage des déchets n'appelle pas de remarques à l'exception des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un fût métallique vert était entreposé sans information sur son contenu.</li> <li>La présence d'un fût de boues de peinture (présentant une phase liquide) a été constatée à proximité de la cabine de retouche peinture. Ce fût n'était pas sur rétention.</li> </ul> <p><b>Observation n°4 : 1 fût de déchet était entreposé sans identification de son contenu et 1 fût de boues de peinture était entreposé en dehors d'une rétention.</b></p>
5.1.6. (AP)	<p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minima des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du code de l'environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-64 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p>	<b>Demande de compléments</b>	<p>L'exploitant a transmis le registre des déchets sortants. Il porte bien sur les déchets dangereux et non dangereux et il contient les informations requises.</p> <p>Des coquilles avaient été identifiées dans certains codes déchets utilisés. Elles ont été corrigées par l'exploitant.</p> <p><b>L'examen de l'évolution des tonnages de déchets produits renseignés dans GEREPE montre une augmentation entre 2015 et 2019 de 40 % de déchets dangereux et de 60 % de déchets non dangereux.</b></p> <p><b>Demande de compléments n°2 : l'exploitant transmettra son analyse et ses explications concernant l'augmentation de la production de déchets entre 2015 et 2019.</b></p>

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
<b>PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES</b>			
7.1.1. (AP)	<p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<b>Absence d'observation</b>	L'exploitant dispose d'un plan de zonage des risques.
7.6.2. (AP)	<p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	<b>Absence d'observation</b>	<p>Les modalités de maintenance de l'installation de sprinklage de l'atelier poudre ont été contrôlées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un contrôle hebdomadaire est fait en interne par l'exploitant</li> <li>• une maintenance annuelle est réalisée par un prestataire externe</li> <li>• un essai d'envahissement des canalisations par l'eau est fait tous les 3 ans par un prestataire externe</li> </ul>
7.6.3. (AP)	<p>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- extincteurs en nombre suffisant et de classes adaptées aux feux à combattre ;</li> <li>- RIA en nombre suffisant et répartis sur le site ;</li> <li>- la défense extérieure contre l'incendie est assurée par un volume de 480 m³ permettant la mise en œuvre des moyens de secours pendant 2 heures. Elle est composée de plusieurs poteaux incendie répartis autour du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>• cinq poteaux d'incendie extérieurs à John DEERE,</li> <li>• trois poteaux incendie normalisés, en interne, situés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• derrière le bâtiment abritant l'atelier de peinture poudre,</li> <li>• vers le bâtiment T, abritant le magasin de réception,</li> <li>• sur JDII.</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- une installation de sprinklage dans l'atelier poudre.</li> </ul> <p>Les voies d'accès à l'établissement et à l'intérieur du site doivent être utilisables en tous temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie.</p>	<b>Absence d'observation</b>	<p>Le plan des installations transmis par l'exploitant montre la présence de 3 poteaux incendie internes et de 5 poteaux externes. La présence physique des poteaux situés derrière le bâtiment abritant l'atelier poudre et vers le bâtiment T a été constatée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le débit des poteaux incendie était contrôlé une fois par an par un prestataire externe.</p> <p>La présence d'une installation de sprinklage dans l'atelier poudre a également été constatée.</p>
7.6.5. AP	<p>Des dispositifs permettant notamment de sorte à maintenir sur le site les eaux de pluie.</p> <p>Une consigne définit les modalités d'entretien.</p> <p>Le site JDI est équipé d'un obturateur gonflable d'incendie du magasin 641L. Le volume de l'installation est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 55 m³ en souterrains (réseau)</li> <li>- 2176 m³ en surfaces de voirie</li> </ul> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être traitées de surface, y compris les eaux de pluie, sont contrôlées par un confinement ou un autre dispositif de confinement et, si besoin, par un traitement.</p>	<b>Absence d'observation</b>	<p>La présence des dispositifs de commande de l'obturateur gonflable a été constatée lors de la visite des installations. 2 points de déclenchement sont présents.</p> <p>La présence des bouteilles d'air comprimé a également été constatée.</p>

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
8.1.1. (AP)	<p>L'atelier de peinture poudre comprend 6 cabines de peinture poudre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 cabines automatiques petites pièces,</li> <li>- 1 cabine manuelle de retouche petites pièces,</li> <li>- 2 cabines manuelles grandes pièces.</li> </ul> <p>Les cabines de poudrage doivent être pourvues de dispositifs de sécurité et notamment de moyens de prévention tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'asservissement de l'alimentation de pistolets de pulvérisation au fonctionnement de la ventilation,</li> <li>- la mise à la terre et en équipotentialité de l'ensemble de installations mécaniques,</li> <li>- le nettoyage complet et régulier des cabines et de l'atelier,</li> <li>- la mesure permanente de l'efficacité des filtres à manche et leur changement régulier.</li> </ul> <p>Les cabines automatiques de poudrage doivent être pourvues d'une détection incendie asservie à un arrêt automatique de la ventilation et du poudrage.</p> <p>Chaque cabine de poudrage possède son propre système de dépoussiérage. Ses systèmes ne sont pas interconnectés et n'ont pas d'organes communs. Le décodage des filtres est automatique.</p> <p>Les installations de filtration doivent être pourvues de dispositifs de sécurité et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de filtres antistatiques et auto-extinguibles,</li> <li>- d'évents de décharge sur les systèmes de filtration correctement dimensionnés,</li> <li>- de système de chicane anti-retour pour empêcher l'explosion secondaire par propagation.</li> </ul> <p>L'atelier de peinture poudre est équipé d'une installation de sprinklage.</p>	<b>Absence d'observation</b>	<p>La visite des installations et les déclarations de l'exploitant ont permis de faire les constats suivants malgré l'arrêt de l'atelier de peinture lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant a indiqué qu'il existait un asservissement de l'alimentation des pistolets avec la ventilation</li> <li>• La présence d'une mesure permanente de l'efficacité des filtres à manche (mesure de la perte de charge) a été constatée.</li> <li>• Les cabines sont équipées de détecteur incendie (détecteur d'étincelle) associé à une coupure de la ventilation.</li> <li>• Chaque cabine possède son propre système de filtration.</li> <li>• L'atelier est équipé d'une installation de sprinklage qui se déclenche en cas de détection de fumée et de rupture de la capsule au niveau d'une tête (double conditions).</li> </ul>
8.1.2. (AP)	<p>Le stockage de peinture poudre est situé à plus de 20 m des dispositifs de chauffage avec brûleur gaz.</p> <p>Le stockage de peinture poudre usagée ne présente pas de dispositifs de chauffage.</p> <p>Ces deux locaux ne contiennent pas de matières combustibles, et sont en accès limité.</p>	<b>Absence d'observation</b>	Le stockage de peinture poudre est situé dans l'atelier de peinture poudre.
8.2.1. (AP)	<p><b>La cabine de retouche peinture est équipée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>d'une ventilation mécanique,</b></li> <li>- <b>le matériel de peinture est asservi à la ventilation,</b></li> <li>- <b>d'une extinction manuelle au CO<sub>2</sub>.</b></li> </ul>	<b>Demande de compléments</b>	<p>La cabine de retouche de peinture a été modifiée : l'extinction manuelle au CO2 a été remplacée par une installation de sprinklage . L'exploitant doit effectuer un porter à connaissance de cette modification (cf. observation n°1).</p> <p><b>L'exploitant a indiqué que le matériel de peinture n'était plus asservi à la ventilation.</b></p> <p><b>Demande de compléments n°3 : l'exploitant transmettra à l'inspection l'analyse de l'impact de cette modification sur la gestion des risques liés à l'utilisation de cette cabine de peinture.</b></p>

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
8.2.2. (AP)	<p>La soute à peinture est située dans la zone Nord du bâtiment AE, elle est destinée au stockage des produits liquides (neufs ou usagés) inflammables (point éclair inférieur à 55°C).</p> <p>Elle est équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de plinths et de murs coupe-feu 2 heures en béton coulé banché,</li> <li>- d'une porte de communication avec l'atelier coupe-feu 2 heures,</li> <li>- d'une porte extérieure avec évent d'explosion,</li> <li>- d'une ventilation mécanique forcée,</li> <li>- de matériel anti-déflagrant,</li> <li>- d'un système d'extinction automatique au CO<sub>2</sub>.</li> </ul>	<b>Absence d'observation</b>	La soute à peinture a été remplacé par un bungalow de stockage situé à l'extérieur du bâtiment de production. Le bungalow est muni de murs coupe-feu 2 h et de matériels ATEX. Il n'est pas équipé d'une extinction automatique au CO <sub>2</sub> . L'exploitant doit effectuer un porter à connaissance de cette modification (cf. Observation n°1).
8.3.1. (AP)	<p><b>Le bâtiment T – Magasin de réception fabrication des machines agricoles. hauteur de stockage dans ce bâtiment</b></p> <p><b>Les zones de stockage du bâtiment :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une zone de stockage en hauteur des stockages fixes</li> <li>- une autre zone de stockage</li> <li>- la zone dédiée à la réception opérations de livraison.</li> </ul>	<b>Absence d'observation</b>	L'exploitant a délégué l'entreposage d'une partie des pièces et composants auparavant fait dans le magasin, chez un prestataire externe à l'établissement. La configuration et l'exploitation du magasin sont modifiées et les stockages ont été réduits. L'exploitant doit effectuer un porter à connaissance de cette modification (cf. Observation n°1).